

Le bio pour nourrir le monde

Jacques Caplat. À contre-courant de la crise qui agite le secteur, et alors que le Salon de l'agriculture a ouvert ses portes samedi 22 février, l'agronome et ethnologue Jacques Caplat publie *Agriculture industrielle, on arrête tout et on réfléchit!*, un vibrant plaidoyer pour « la » bio.



Jacques Caplat à Paris, le 29 avril 2024. Julie Balague

C'est un livre qui rejoint les préoccupations de toute une vie. « Depuis toujours, je travaille sur la façon de développer une agriculture performante qui soit respectueuse de la biodiversité, du climat, des ressources et des humains », explique Jacques Caplat, 53 ans. Dans *Agriculture industrielle, on arrête tout et on réfléchit!* (1), il montre comment ce modèle conventionnel porte un bilan catastrophique : perte de biodiversité, surendettement, souffrance animale, dérèglement climatique, etc.

C'est en partie à ses parents que Jacques Caplat doit ses engagements, une mère enseignante et un père issu d'une famille de paysans pauvres de Lozère qui a pu faire des études de droit grâce à la Jeunesse agricole catholique (JAC), et s'est installé comme éleveur en Haute-Corrèze, où ont grandi leurs cinq enfants. « Cette enfance m'a beaucoup plu », souligne Jacques Caplat. Nous étions une fratrie soudée qui a reçu beaucoup d'amour et d'attention. Mes parents étaient des écologistes, mon père avec une approche militante et ma mère plus philosophique et sensible. »

L'étudiant se forme à l'agronomie : « J'étais passionné par les questions de développement pour permettre aux pays que nous avions colonisés de s'émanciper de nos modèles agricoles absurdes. » Après un stage au Bénin qui lui ouvre les

yeux sur l'agriculture biologique, il veut travailler en Afrique, mais le diagnostic de la maladie de Charcot de son père l'incite à prendre un emploi à la chambre d'agriculture de la Nièvre. Il n'en a cependant pas fini avec les études, qu'il enchaînera avec appétit : maîtrise de géographie, licence d'histoire, master et thèse d'ethnologie.

Jacques Caplat rejoint en 1998 le groupement bio de la Nièvre comme conseiller. « Je devais traiter tous les sujets : viticulture, maraîchage, grandes cultures, etc. Je jouais un rôle de mise en relation des paysans qui, là encore, me formaient. » L'agronome parle de « la bio » qui se rapporte à l'agriculture bio, alors que « le bio » est relatif au produit.

Sa boussole.

80 % des Français souhaitent interdire les pesticides

Le monde paysan à l'échelle internationale reste très divers et mobilisé, notamment par La Via Campesina, une coalition internationale qui rassemble de nombreuses organisations agricoles réparties dans plus de 80 pays. Il lutte contre l'industrialisation et l'accumulation capitaliste, pour la bio et le vivant, tout en défendant l'égalité femmes-hommes et les minorités. En 2023, la France occupait la première place en bio au niveau européen, et les sondages montrent que 80 % des Français souhaitent interdire les pesticides. Comme le recours aux engrais azotés et l'élevage ont une large responsabilité dans le dérèglement climatique, les réduire représente un levier d'amélioration important.

« La bio a la capacité de s'adapter au, dérèglement climatique, un défi que relèvera de plus en plus difficilement le secteur conventionnel. »

Dans son dernier livre, il démonte les a priori. « La suppression des pesticides et engrais de synthèse n'est pas le but de la bio, mais un moyen dans une démarche basée sur la reconnexion avec le vivant, à la différence de l'agriculture conventionnelle en lutte contre lui par souci de contrôle du rendement » précise-t-il. Parmi les idées fausses qu'il aborde, celle d'une agriculture bio incapable de nourrir le monde contrairement à l'agriculture industrielle. « Cette dernière n'a jamais mis fin à la faim qui ne relève pas d'un problème de volume de production, mais de pauvreté causée par le remplacement de la main-d'œuvre par des machines, poursuit Jacques Caplat. Plus résiliente et moins fragile, la bio, très performante en termes de rendement, a la capacité de s'adapter au dérèglement climatique, un défi que relèvera de plus en plus difficilement le secteur conventionnel. »

En 2000, il devient l'un des coordinateurs de la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB), « un travail de passeur entre la réalité du monde paysan bio et les superstructures administratives ». Il participe à l'élaboration du crédit d'impôt pour les agriculteurs bio et de l'aide au maintien en bio, supprimée depuis. En 2003, Jacques Caplat cofonde le Réseau Semences Paysannes.

À l'opposé des graines industrielles fixées pour fournir un

produit standardisé, elles ont une diversité génétique et une adaptabilité constante. « Parler de variétés anciennes laisse supposer un retour à hier, alors qu'elles créent le monde de demain par leur capacité à évoluer et à s'adapter au changement climatique », détaille Jacques Caplat, qui s'emploie depuis des années à jouer un rôle de passeur aussi par des livres, des conférences et des formations.

Selon lui, le morcellement des solutions et la petite taille des fermes biologiques ne sont en rien une faiblesse. « En écrivant mon dernier ouvrage, j'ai pris conscience que ces initiatives disjointes sont les expressions d'une logique globale qui prend le contre-pied exact de la logique industrielle en remplaçant la massification par la diversification, la centralisation par la sélection paysanne, la dépendance au système financier par la solidarité. » Pour l'ethnologue, la crise actuelle du secteur est « politique et non agricole ». « La bio est moins soutenue que le reste de l'agriculture, alors qu'une politique de transition agroécologique consiste à rémunérer les services rendus à la société et à la planète et à construire des filières adaptées, à l'inverse de ce que fait la France depuis 2018 », estime-t-il.

Corinne Renou-Nativel

(1) Rue de l'échiquier, 2025, 144 p., 13,90 €.